

DANS L'ACTUALITE du 5 au 8 mars 2013

Textes officiels

JO n° 0055 du 6 mars 2013

[Décret n° 2013-188 du 4 mars 2013 portant publication du protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants se rapportant à la convention de 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public à la prise de décision et l'accès à la justice dans le domaine de l'environnement \(ensemble quatre annexes\), signé à Kiev le 21 mai 2003 \(1\)](#)

[Arrêté du 14 février 2013 fixant le nombre de chambres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel](#)

JO n° 0054 du 5 mars 2013

[Délibération du 8 octobre 2012 du conseil régional de la Guadeloupe relevant du domaine de la loi relative à l'implantation des éoliennes en zone littorale](#)

[Commission de régulation de l'énergie \(CRE\), délibération du 13 décembre 2012 portant décision sur le tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel](#)

Projet de loi

[Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable, n° 775, déposé le 6 mars 2013](#)

Jurisprudence

Contrat public

La compétence d'une CAO suite à des élections municipales limitée aux "affaires courantes"

Dans un arrêt du 28 janvier 2012, le Conseil d'Etat a précisé les décisions que pouvaient prendre une commission d'appel d'offres (CAO) pendant la période qui suit une élection et

jusqu'à l'installation de l'organe délibérant issu du renouvellement. Une mise au point à garder en tête à un an seulement des prochaines élections municipales !

[CE 28 janv. 2013, Syndicat mixte Flandre Morinie, req. n° 358302](#)

Garantie décennale

Des désordres, quand bien même ils n'affectent que partiellement des locaux, sont de nature à rendre un immeuble impropre à sa destination.

[CAA Nantes 21 décembre 2012, Département du Calvados c/ Sté Abac Ingénierie, req. n° 11NT01771](#)

Urbanisme

Le Conseil d'État précise les conditions d'annulation partielle d'une autorisation d'urbanisme

Dans un litige portant sur la construction de six éoliennes et d'un poste de livraison, le tribunal administratif avait annulé l'arrêté préfectoral en tant qu'il autorisait la construction du poste de livraison et rejeté les autres conclusions.

[CE 1er mars 2013, F. et a., req. n° 350306](#)

Exigence de dépôt de la déclaration d'intention d'aliéner à la mairie du lieu de situation de l'immeuble

En cas de droit de préemption urbain, la déclaration d'intention d'aliéner doit être déposée à la mairie du lieu de situation de l'immeuble, peu importe qu'elle soit le titulaire du droit de préemption ou non, et cela à peine de nullité.

[Cass civ. 3^{ème} 13 fév. 2013, Communauté d'agglomération de Marne et Gondoire c/ consorts X.-Y. et a., req. n° 11-20.655](#)

Sort d'une opposition à déclaration préalable mal notifiée

L'absence de notification régulière avant l'expiration du délai d'instruction entache la décision d'illégalité.

[CE 30 janv. 2013, M. A. C., req. n° 340652](#)

Servitude et modification des règles d'urbanisme

La cause d'une servitude s'apprécie au moment où elle est consentie et ne disparaît pas en raison d'une modification ultérieure des règles d'urbanisme.

[Cass. civ. 3^{ème} 23 janvier 2013, SCI Atys c/ Mme X., req. n° 11-27.086](#)

Environnement

Installation classée

Le propriétaire de locaux où s'exercent des activités relevant de la législation ICPE qui a été destinataire, à tort, d'arrêtés préfectoraux ordonnant la suspension des activités puis l'apposition de scellés peut rechercher la responsabilité fautive de l'Etat. Il faut pour cela un lien direct et certain entre ces illégalités et le préjudice allégué.

[CE 1er mars 2013, Sté L'Immobilière du Saule Balance, req. n° 347126](#)

Pollution des sols : le degré de vigilance attendu de l'architecte

L'architecte en charge de l'obtention de permis de démolir et de construire n'est pas tenu de vérifier l'état des sols ni d'informer son client sur le risque d'acquérir le terrain sans procéder à une telle recherche.

[Cass. civ. 3^{ème} 30 janv. 2013, B. et a. c/ L. et a., req. n° 11-27.792, n° 79 FS-P + B](#)

Déchets ménagers : appréciation du caractère substantiel d'une modification d'ICPE

La modification apportée à l'installation existante étant considérée comme substantielle, le préfet a commis une erreur de droit en se bornant à arrêter des prescriptions additionnelles alors qu'il devait au préalable inviter l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation.

[CAA Marseille 13 nov. 2012, Association défense environnement Villeneuve \(ADEV\) et de la cne Villeneuve-Loubet, req. n° 11MA00567](#)

Collectivités territoriales

L'enfouissement des lignes de communications est-il subordonné à la conclusion d'une convention ?

L'obligation prévue par l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales ne peut être mise en œuvre qu'après conclusion d'une convention.

[CE 20 févr. 2013, Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines c/ Sté France-Télécom, req. n° 364025](#)

Réponse ministérielle

Contrat public

Bail emphytéotique administratif

[Le BEA adossé à un contrat de partenariat en constitue l'accessoire](#)

Rép. min. n° 02990, JO Sénat du 03/01/2013

Délégation de service public

[Le procès-verbal de la commission doit être daté du jour de l'émission de son avis](#)

Rép. min. n° 7606, JO AN du 15/01/2013

Marché public de maîtrise d'œuvre

[Le recours à la procédure négociée n'est pas automatique](#)

Rép. min. n° 02403, JO Sénat du 17/01/2013

Urbanisme

Plan local d'urbanisme

[Dans certains cas, la révision peut se dérouler selon une procédure allégée](#)

Rép. min. n° 02364, JO Sénat du 03/01/2013

Vu par ailleurs

Contrat public

Conseil, élaboration du droit, négociation... la DAJ aux côtés des acheteurs

[Le rapport d'activité que vient de publier la direction des affaires juridiques \(DAJ\) de Bercy revient sur les événements significatifs de l'année achevée. On retiendra par exemple qu'en 2012, la DAJ a rendu près de 2.000 consultations juridiques aux acheteurs publics par voie de courrier électronique dans un délai moyen de cinq jours. Au-delà de ces données quantitatives - en hausse -, le rapport représente un bon panorama des temps forts de l'actualité de l'achat public.](#)

Source : localtis.info du 07/03/2013

Intérêts moratoires : baisse du taux de l'intérêt légal pour l'année 2013

[Le décret 2013-178 du 27 février 2013, publié au Journal officiel du 1er mars, a fixé le taux de l'intérêt légal à 0,04% pour l'année 2013, contre 0,71% pour 2012. Ce taux intéresse notamment le champ de l'achat public, mais s'applique aussi par exemple en matière domaniale ou fiscale.](#)

Source : localtis.info du 07/03/2013

DAJ : rapport d'activité 2012

[La direction des affaires juridiques \(DAJ\) a publié son rapport d'activité pour l'année 2012.](#)

Source : www.economie.gouv.fr du 05/03/2013

Marchés publics internationaux : les députés disent oui à la réciprocité

[Le 28 février 2013, les députés ont, après les sénateurs, adopté à l'unanimité la résolution sur le projet de règlement européen relatif à la réciprocité dans l'accès aux marchés publics des pays tiers. Pour autant, la route est encore longue...](#)

Source : Le moniteur.fr du 04/03/2013

Les PPP? Une bombe à retardement!

[Dans une tribune adressée au Moniteur, Cristina Conrad \(architecte, urbaniste\) et Denis Dessus \(architecte et expert en marchés publics\), dénoncent le recours massif aux partenariats public-privé, un outil « désastreux » pour les finances publiques, utilisé au profit de quelques-uns, au détriment de l'intérêt général et de l'architecture.](#)

Source : Le moniteur.fr du 04/03/2013

Urbanisme

Jean-Marc Ayrault donne son feu vert au Nouveau Grand Paris

[Le Premier ministre a dévoilé sa vision du Nouveau Grand Paris. Un projet métropolitain structuré autour de deux axes : logement et transports. Jean-Marc Ayrault a rassuré les élus en confirmant que le métro automatique sera bien réalisé. Une zone d'ombre : la gouvernance. La création en 2016 d'une métropole de Paris est évoquée. Elle devrait faire débat.](#)

Source : localtis.info du 07/03/2013

Inrap : et si les relations avec les aménageurs n'étaient finalement pas si mauvaises...

[Au cours de ces dernières années, les tensions ont été nombreuses autour de l'archéologie préventive, notamment lors des assouplissements législatifs apportés à ce dispositif. Pourtant, les relations entre l'Inrap \(Institut national de recherches archéologiques préventives\) et les aménageurs semblent plutôt meilleures qu'il y paraît.](#)

Source : localtis.info du 07/03/2013

Plans locaux d'urbanisme intercommunaux : état des lieux entre deux réformes

[L'Assemblée des communautés de France \(ADCF\) vient de publier une étude sur les plans locaux d'urbanisme intercommunaux fondée sur des témoignages et une analyse des pratiques communautaires, trois ans après le Grenelle 2 et en attendant le prochain projet de loi de décentralisation.](#)

Source : localtis.info du 04/03/2013

Environnement

Risques naturels majeurs : vers une nouvelle composition du Conseil d'orientation

[Un projet de décret prévoit de modifier la composition et le fonctionnement du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs \(COPRNM\). Ce projet de texte est soumis à consultation du public jusqu'au 29 mars 2013.](#)

Source : Actu-environnement.com du 07/03/2013

Précarité énergétique : une étude pose la question du coût résidentiel

[En plein débat sur la transition énergétique, une étude du Crédoc appelle à prendre en compte la notion de coût résidentiel, englobant charges de logement et de transport, pour lutter contre la précarité énergétique qui touche le plus les habitants des petites villes et des campagnes.](#)

Source : localtis.info du 07/03/2013

Prévention des risques naturels majeurs : la composition du conseil d'orientation ajustée

[Le ministère de l'Ecologie organise une consultation publique, jusqu'au 29 mars prochain, sur un projet de décret modifiant la composition et le fonctionnement du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs \(COPRNM\).](#)

Source : localtis.info du 07/03/2013

Traitement des déchets municipaux : recyclage et compostage progressent en Europe

En 2011, 40% des déchets municipaux traités dans l'Union européenne à 27 ont été recyclés ou compostés contre 27% en 2001, selon des données publiées par l'office statistique Eurostat le 4 mars 2013. Sur les 503 kg de déchets générés par personne, 486 kg ont été traités. 37% des déchets traités sont encore mis en décharge mais ce pourcentage a nettement diminué en dix ans – il était de 56% en 2001. La part de l'incinération est quant à elle passée de 17% en 2001 à 23% en 2011.

Source : localtis.info du 06/03/2013

De nouvelles modalités d'actualisation de la base nationale des espaces protégés

Plusieurs éléments, en particulier la transposition de la directive "Inspire" du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans l'Union européenne, ont conduit à revoir les modalités d'actualisation de la base nationale des espaces protégés. Une circulaire du ministère de l'Ecologie du 15 février 2013 en étend ainsi son champ d'application, en précise le contenu ainsi que les fréquences de mise à jour des données (mensuelle ou annuelle) en fonction des types d'espaces protégés

Source : localtis.info du 05/03/2013

Concessions hydroélectriques

Des sénateurs proposent de porter de 75 à 90 ans la durée maximale des concessions hydroélectriques

Source : localtis.info du 04/03/2013

Transport

Grand Paris Express : les élus franciliens et la FNTP soulagés et satisfaits

La quasi-totalité des élus d'Ile de France, les associations de promotion des transports collectifs et la fédération des travaux publics se félicitent des choix annoncés le 6 mars par le Premier ministre. Le Grand Paris aura bien son métro automatique à l'horizon 2030 et 27 milliards d'euros seront investis dans ce projet structurant.

Source : Le moniteur.fr du 07/03/2013

Réforme ferroviaire : la mission Bianco opposée à de nouvelles lignes à grande vitesse

La mission de concertation confiée par l'Etat à Jean-Louis Bianco pour préparer le projet de loi sur la réforme du système ferroviaire préconise de ne pas accroître la dette ferroviaire par la construction de nouvelles lignes à grande vitesse (LGV), selon un document intermédiaire "de méthode", dont l'AFP a obtenu copie.

Source : localtis.info du 06/03/2013

Libéralisation du rail : la Commission outrepassa ses pouvoirs, selon des sénateurs

Pour exister, les holdings ferroviaires devront recevoir le satisfecit de Bruxelles sous peine d'être privées d'investissements sur d'autres marchés. Auteur d'une résolution sur la réforme européenne du rail adoptée le 27 février par la commission des affaires européennes du Sénat, Roland Ries, sénateur PS du Bas-Rhin, redoute des décisions arbitraires.

Source : localtis.info du 04/03/2013

Midi-Pyrénées : le BTP vent debout contre l'attribution d'un marché public à une entreprise espagnole

Suite à l'attribution d'un marché à la société espagnole Comsa sur le chantier de construction de la ligne de tramway Garonne à Toulouse, les fédérations régionales du BTP saisissent les pouvoirs publics.

Source : Le moniteur.fr du 04/03/2013

Collectivités territoriales

Péréquation : le réquisitoire des maires de grandes villes contre le FPIC

Une semaine avant la nouvelle réunion du groupe de travail du Comité des finances locales (CFL) dédié à la péréquation, les maires de grandes villes tirent à boulet rouge sur le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) qui, en 2013, c'est-à-dire pour sa seconde année d'existence, redistribuera 360 millions d'euros entre les "ensembles intercommunaux" favorisés financièrement et ceux qui le sont moins.

Source : localtis.info du 07/03/2013

Les départements redemandent plus de marges de manœuvre fiscales

[L'Assemblée des départements de France \(ADF\) pèse ses mots. Mais elle n'en fait pas moins passer un message d'inquiétude. Toujours prises en étau entre des dépenses sociales qui ne cessent de grimper et des recettes stagnantes, voire en diminution, notamment du fait de la dégradation de la conjoncture immobilière, les finances des départements virent au rouge.](#)

Source : localtis.info du 06/03/2013

Quand les villes s'épaulent pour mieux utiliser leurs réseaux de chaleur

[Grâce à des interconnexions, ou plus rarement en les fusionnant, des collectivités s'apprêtent à faire monter en puissance leurs réseaux de chaleur. En Ile-de-France, deux initiatives relèvent de cette logique de développement et de maîtrise de l'énergie.](#)

Source : localtis.info du 05/03/2013

Vu dans les revues

Contrat public

Moniteur n° 5702 – 8 mars 2012, p. 43, *Un facilitateur à disposition des entreprises et des acheteurs publics*, par Sophie D'AUZON

Moniteur n° 5702 – 8 mars 2012, p. 44-45, *Négociation : les questions qui font débat*, par Arnaud LATRECHE

Moniteur n° 5702 – 8 mars 2012, p. 45, *La transposition de la directive « retards de paiement » presque achevée*, par Sophie D'AUZON

Moniteur n° 5702 – 8 mars 2012, p. 46-47, *Retards de chantier : le sort peu enviable des maîtres d'oeuvre*, par Nicolas CHARREL et Brigitte SOULET

Presse

Décentralisation : le projet de loi face à la fronde des élus

[Le projet de loi décentralisation sera présenté au Conseil des ministres le 10 avril.](#)

Source : Les Echos du 07/03/2013